

Conseil communautaire du 20 décembre 2018

Procès-verbal

La séance est ouverte à 18 h 50.

Monsieur MONTASSIER donne lecture des membres excusés et Monsieur Yves ARRIVE est nommé secrétaire de séance.

1) Approbation du procès-verbal du conseil communautaire du 6 novembre 2018

En l'absence de remarque, le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la réunion du Conseil communautaire, en séance publique, du 6 novembre 2018.

2) Sports

Construction d'une salle de sports à Chavagnes-en-Paillers_programme et lancement du mode de sélection par concours

Par délibération du 15 mai 2018, le Conseil communautaire a décidé de lancer le projet de construction d'un complexe sportif comprenant une salle omnisports et une salle de gymnastique sur la Commune de Chavagnes-en-Paillers.

La Communauté de communes a confié à l'Agence de Services aux Collectivités Locales de Vendée une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction de ce complexe sportif.

Monsieur le Président présente le projet de programme en indiquant que plusieurs réunions de travail ont eu lieu et que la Commission Sports a émis un avis favorable sur le projet. Il propose que celui-ci soit approuvé. Ce projet présente les caractéristiques suivantes :

- La construction d'un complexe de 3 319 m² (SU + circulations) intégrant une salle Omnisports, une salle multi-activité, une salle de gymnastique et les locaux techniques / communs nécessaires au bon fonctionnement de ce complexe.
Un espace escalade est prévu en tranche conditionnelle.
- Coût estimatif des travaux de construction est de 3 816 850 € HT (valeur janvier 2019), hors réalisation du parking, hors équipements de gymnastique, hors structure/équipements d'escalade (consultations gérées à part par le Pouvoir Adjudicateur)

Monsieur le Président propose, si ce programme est adopté, d'en décider la réalisation.

En application des articles 88, 89, 90 et 30 I-6 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et 8 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, un mode de sélection par concours doit être lancé afin de choisir un projet parmi les propositions

de plusieurs concurrents préalablement sélectionnés en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre.

Monsieur le Président propose de lancer le mode de sélection par concours pour choisir un projet en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre et les procédures de mise en concurrence pour un bureau de contrôle technique, un coordinateur de sécurité et tout autre intervenant dans le respect du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

La rémunération prévisionnelle du maître d'œuvre est supérieure à 221 000 € HT.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver et d'adopter le programme présenté par Monsieur le Président pour un montant estimatif des travaux de 3 816 850 € HT (valeur janvier 2019), hors réalisation du parking, hors équipements de gymnastique, hors structure/équipements d'escalade (consultations gérées à part par le Pouvoir Adjudicateur).**
- **D'approuver le versement d'une prime aux candidats admis à concourir conformément aux articles 88 IV et 90 III du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et sur proposition du jury, dont le montant sera fixé dans les documents de la consultation, et de l'inscrire au budget y afférent, (15 500 € par équipe de maîtrise d'œuvre),**
- **De lancer le mode de sélection par concours et donc la mise en concurrence pour le choix d'un projet en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre,**
- **De lancer les différentes procédures de mise en concurrence pour les autres intervenants,**
- **De préciser que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération seront inscrits au budget,**
- **De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour lancer les différentes procédures de mise en concurrence,**
- **De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour effectuer tous les actes et prendre toutes décisions nécessaires dans la mise en œuvre du mode de sélection par concours et des différentes procédures de passation ci-dessus définies pour le choix des différents intervenants (notamment le choix des candidats admis à présenter un projet et/ou une offre en cas de procédure restreinte, ...),**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout autre document nécessaire à la bonne réalisation de cette opération,**
- **De préciser que les dépenses correspondantes seront engagées sur le compte 2313 du budget général (opération 3600).**

3) Sports

Rénovation de la piscine OASIS

La Commission sports a émis un avis favorable au projet de réhabilitation et propose que celui-ci soit approuvé. Ce projet présente les caractéristiques suivantes :

- Rénovation énergétique (SYDEV) et structurelle de l'ensemble bâti datant de 1967 (construction origine) soit 1217 m² SU environ ;
- Remplacement du système de chauffage, traitement de l'air et déshumidificateur ;
- Remplacement du traitement de l'eau du bassin extérieur ;
- Remise aux normes électrique globale ;
- Retrait d'amiante ;
- Remise aux normes PMR ;
- Création d'une goulotte à débordement pour le bassin intérieur (lutte contre les chloramines) ;

- Remplacement du bassin extérieur avec réduction de moitié du volume d'eau à chauffer (4 lignes d'eau et profondeur de 1 m à 2.5 m) ;
- Aménagement des plages extérieures.

Coût estimatif des travaux : 1 538 560,00 €HT (valeur déc. 2018)

Monsieur MONTASSIER propose, si ce programme est adopté, d'en décider la réalisation et pour ce faire de lancer la procédure de mise en concurrence pour choisir un maître d'œuvre, un bureau de contrôle technique, un coordinateur de sécurité, une société de reprographie de documents et tout autre intervenant dans le respect du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La rémunération prévisionnelle du maître d'œuvre est inférieure à 221 000,00 €HT.

Ainsi, une procédure adaptée peut être lancée pour choisir le maître d'œuvre.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver et d'adopter le programme présenté par Monsieur le Président pour un montant estimatif des travaux de 1 538 560.00 € HT (valeur décembre 2018),**
- **De lancer la procédure de mise en concurrence pour le choix du maître d'œuvre,**
- **De lancer les différentes procédures de mise en concurrence pour les autres intervenants,**
- **De préciser que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération seront inscrits au budget.**
- **De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour lancer les différentes procédures de mise en concurrence,**
- **De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président pour effectuer tous les actes et prendre toutes décisions dans la mise en œuvre des différentes procédures de passation ci-dessus définies pour le choix des différents intervenants,**
- **D'autoriser Monsieur le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché à intervenir conformément à l'article L2122-21-1 du CGCT, d'un montant estimatif inférieur à 210 000.00 € HT (pour les missions base loi MOP + DIAG + EXE partiel + OPC), ce qui recouvre notamment le choix du groupement de maîtrise d'œuvre qui sera attributaire et la signature du marché avec celui-ci,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout autre document nécessaire à la bonne réalisation de cette opération,**
- **De préciser que les dépenses correspondantes seront engagées sur le compte 2313 du budget général (opération 3200).**

4) Sports

Aménagement d'un terrain de tir à l'arc à La Rabatelière

Le territoire de la Communauté de communes compte parmi ses associations sportives un club de tir à l'arc. Il s'agit du Club des Carquois de Grasla (40 licenciés) qui s'entraîne actuellement sur la commune de La Rabatelière.

Ce club a sollicité la Communauté de communes pour la réalisation d'un terrain de tir à l'arc sur la Commune de La Rabatelière.

La commune de La Rabatelière possède, dans le prolongement du parking de la salle de sports, un terrain qui pourrait répondre aux attentes du club. Le matériel du club est actuellement stocké au niveau de la salle de sports.

Les élus de la commune de La Rabatelière ont émis un avis favorable pour mettre à disposition une partie du parking du stade de football.

Ce projet comprend :

- Construction de deux pas de tir couverts
- Construction d'un local de rangement
- Clôture du site avec installation de garde-corps

Le coût du projet est estimé à 50 000 € HT.

Pour information, certains archers de l'association exercent au niveau national.

La Communauté de communes est compétente pour *la création et la gestion de futurs équipements sportifs ayant un rayonnement intercommunal*.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2018, la commission sports a émis un avis favorable sur le projet.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver la réalisation d'un terrain de tir à l'arc sur la Commune de La Rabatelière,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention de mise à disposition du terrain avec la Commune de La Rabatelière.**

5) Sports

Terrain de football synthétique des Brouzils_demande de subvention pour la création de vestiaires

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays des Essarts a validé par délibération du 14 novembre 2017 la réalisation d'un terrain synthétique de football sur la Commune des Brouzils.

Le budget global de l'opération pour les vestiaires atteint un montant de 212 634 € HT.

Ce projet est éligible au soutien financier de la Fédération Française de Football par le versement d'un Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA). Ce dispositif permet le développement et la structuration du football amateur.

Ainsi, la Fédération Française de Football souhaite accompagner la création de projets visant à améliorer les conditions de pratique de ses licenciés.

Aussi, dans le cadre de la création du terrain synthétique de football sur la commune des Brouzils, il convient de solliciter des aides financières auprès de la Fédération Française de Football, au titre du Fonds d'Aide au Football Amateur pour la création de vestiaires pour un classement fédéral.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **de solliciter des aides financières auprès de la Fédération Française de Football au titre du Fonds d'Aide au Football Amateur pour la création de vestiaires pour un classement fédéral,**
- **d'autoriser, Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tout document relatif à ces demandes.**

6) Sports

Terrain de football synthétique des Brouzils_demande de subvention pour la création du terrain

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays des Essarts a validé par délibération du 14 novembre 2017 la réalisation d'un terrain synthétique de football sur la Commune des Brouzils.

Le budget global de l'opération pour le terrain synthétique atteint un montant de 866 914 € HT.

Ce projet est éligible au soutien financier de la Fédération Française de Football par le versement d'un Fonds d'Aide au Football Amateur (FAFA). Ce dispositif permet le développement et la structuration du football amateur.

Ainsi, la Fédération Française de Football souhaite accompagner la création de projets visant à améliorer les conditions de pratique de ses licenciés.

Aussi, dans le cadre de la création du terrain synthétique de football sur la commune des Brouzils, il convient de solliciter des aides financières auprès de la Fédération Française de Football, au titre du Fonds d'Aide au Football Amateur pour la création d'un terrain de grands jeux, éclairé, en gazon synthétique.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **de solliciter des aides financières auprès de la Fédération Française de Football au titre du Fonds d'Aide au Football Amateur pour la création d'un terrain de grands jeux, éclairé, en gazon synthétique.**
- **d'autoriser, Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer tout document relatif à ces demandes.**

7) Sports

Demande de subvention au département de la Vendée (Contrat Vendée Territoires) pour la construction d'un terrain synthétique de football aux Brouzils

Monsieur le Président rappelle que par délibération du 14 novembre 2017, le Conseil communautaire a approuvé le Contrat Vendée Territoires à intervenir entre l'ensemble des communes du territoire intercommunal et le Département.

Ce contrat a été signé le 9 mars 2018 entre la Communauté de Communes du Pays de Saint-Fulgent - Les Essarts et le Département de la Vendée pour le financement d'opérations d'investissement.

Monsieur le Président propose à l'assemblée de délibérer pour solliciter une subvention de 390 626 € dans le cadre du Contrat Vendée Territoire pour la construction du terrain synthétique de football aux Brouzils.

Considérant que le coût global de l'opération de construction d'un terrain synthétique de football est de 866 914 € HT.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver l'opération de construction d'un terrain synthétique de football d'un coût global de 866 914 € HT,**
- **De solliciter la Subvention du Département de la Vendée d'un montant de 390 626 € dans le cadre du Contrat Vendée Territoires,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention à venir et tout document relatif à l'affaire.**

8) Sports

Aqua°Bulles_Offre naissance, mariage, PACS et nouveaux arrivants

Le centre aquatique Aqua°Bulles souhaite offrir, dès le 1^{er} janvier 2019, un « bon découverte » du centre à chaque nouvelle naissance, mariage, PACS ainsi qu'aux nouveaux arrivants sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts.

Offre naissance	Une séance bébé nageur d'une valeur de 9,80 €.	Le bon est joint au courrier de félicitations du maire.
Offre mariage / pacs (non cumulable)	Une séance en couple lit hydromassant d'une valeur de 31,80 €	L'officier de l'Etat-civil remet le coupon lors de la cérémonie.
Nouvel arrivant	Une séance lit hydromassant d'une valeur totale de 15,90 € (possibilité de séance en couple, non cumulable avec le mariage ou le PACS).	Le bon est remis lors de la cérémonie d'accueil du ou des nouveaux arrivants.

Chaque bon est valable 1 an à compter de sa date de remise.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, accepte les termes de l'offre naissance, mariage, PACS et nouveaux arrivants susvisés ci-dessus et de la mettre en place à compter du 1^{er} janvier 2019.

9) Tourisme

Appel à projets Camping Le Pâtis_Essarts en Bocage

Par délibération du 28 septembre 2017, la Communauté de communes a décidé de lancer un appel à projets pour le camping le Pâtis et la piscine OASIS. L'objectif de cette démarche était de sonder le marché, d'évaluer la pertinence du produit et de réunir les conditions pour détecter un/des porteur(s) de projet intéressé(s) pour développer les offres touristiques.

L'appel à projets a été publié sur :

- La gazette officielle du tourisme (n°2441 du 20 décembre 2017)
- L'Officiel des terrains de camping (n°371 janvier 2018)
- Ouest France (12 janvier 2018) Couplage web centraledesmarchés.com
- Tourisme-espaces.com

- Snpmnsemploistp.wordpress.com/region-ouest/
- Eurospapoolnews.com

La procédure s'est déroulée en 2 phases :

- **1^{ère} phase : les candidatures** (date de remise des candidatures le 31/03/2018)
Les candidats devaient présenter leur structure au niveau administratif et financier. Une note devait préciser les ambitions et objectifs du projet, la stratégie générale de développement envisagé et les motivations du candidat, un planning de développement du site, le concept du projet, la clientèle visée, ... Les 3 candidatures déposées ont été admises suite à une audition en date du 18 avril 2018.
- **2^{ème} phase : les offres** (date de remise des offres le 30/08/2018)
Les candidats devaient fournir un dossier complet comprenant une étude de marché et de faisabilité économique, une présentation détaillée de l'organisation spatiale du projet (esquisses, phasage prévisionnel). 3 offres ont été déposées.

L'analyse des 3 projets effectuée dans le cadre de cette seconde phase s'est faite au regard des critères suivants :

- Qualité et innovation du projet,
- Viabilité économique et financière du projet,
- Création d'emplois locaux directs,
- Planning prévisionnel de mise en œuvre,
- Qualité d'aménagement,
- Intégration du projet aux potentialités du territoire,
- Intégration de la démarche de développement durable,
- Offre d'acquisition ou de redevance.

Suite à une audition en date du 12 septembre 2018, le jury propose de retenir le projet de l'entreprise SOGEVAL. Ce projet qui ne concerne que l'exploitation du Camping Le Pâtis a été retenu, en raison de son caractère attractif, innovant et qualitatif, mais également en raison de sa viabilité économique.

SOGEVAL propose la conclusion d'un bail emphytéotique administratif, dont le régime est défini aux articles L.1311-2 et suivants du Code général des collectivités territoriales, la conclusion d'un tel contrat permettant la mise à disposition par la Communauté de communes de biens immobiliers (le terrain de camping, en l'espèce) en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général devant, à ce titre, contribuer au développement touristique et renforcer l'attractivité et le rayonnement du territoire communautaire.

La Communauté de Communes et la Commune d'Essarts en Bocage se sont accordées, via des délibérations concordantes pour la cession de cet équipement touristique par la seconde à la première. L'acte notarié portant réitération de la vente sera signé d'ici peu.

S'agissant du bail emphytéotique administratif dont il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser la signature sous la forme administrative, les éléments suivants peuvent être relevés.

Cocontractant

Le bail emphytéotique administratif sera établi entre la Communauté de communes, propriétaire de l'équipement touristique (l'acte notarié réitératif étant sur le point d'être signé) et une société dédiée à l'exploitation du site qui sera constituée par l'entreprise SOGEVAL sous le nom « **LES ESSARTS REVEA VACANCES** ».

Durée

Le bail emphytéotique administratif est conclu pour une durée de 25 ans à compter de sa signature et de sa notification par la Communauté de communes.

Redevance d'occupation

En contrepartie de la mise à disposition du Terrain, le Preneur verse à la Collectivité, à compter de la date de prise d'effet du Bail, une redevance annuelle fixe de 10 000 € hors taxes et hors charges ainsi qu'une rémunération variable calculée comme suit :

- De 0 à 400 000 € de chiffre d'affaires annuel HT : pas de redevance variable
- Au-delà de 400 000 € et jusqu'à 420 000 € de chiffre d'affaire annuel HT : 5 % du montant du Chiffre d'affaires supérieur à 400 000 €
- Au-delà de 420 000 € de chiffre d'affaires annuel HT : 10 % du montant du chiffre d'affaires supérieur à 420 000 €.

Enfin sur le plan formel il est proposé de passer l'acte en la forme administrative, ces actes ayant valeur d'actes notariés pour les collectivités locales et leurs établissements publics. Il est alors reçu par le Président et signé par le Vice-Président qui doit être désigné par le Conseil communautaire.

Il est donc proposé de désigner le 1^{er} Vice-Président à cette fin.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De retenir la société SOGEVAL et par substitution « LES ESSARTS REVEA VACANCES », société dédiée au projet, pour l'exploitation du site au sens de l'article L1311-2 du CGCT devant à ce titre contribuer au développement touristique et renforcer l'attractivité et le rayonnement du territoire communautaire,**
- **D'autoriser la conclusion d'un bail emphytéotique administratif d'une durée de 25 ans à compter de la signature et de sa notification avec la société « LES ESSARTS REVEA VACANCES »,**
- **D'autoriser Monsieur le 1^{er} Vice-Président à signer l'acte qui sera reçu par le Président.**

10) Développement économique

Cession de parcelle Zone de la Belle Entrée – VR CARROSSERIE

Par courrier du 12 avril 2018, Monsieur ROULET Vincent - VR CARROSSERIE a informé la Communauté de communes de sa décision d'acquérir la parcelle YV 243p d'une superficie de 2 771 m² sur la zone de la Belle Entrée à Essarts en Bocage.

Cette acquisition permettra d'assurer le développement de l'entreprise en carrosserie peinture, aujourd'hui installée à côté de son habitation, dans un lieu-dit, sur la commune de Saint-Hilaire-le-Vouhis.

Vu l'avis du service des domaines en date du 19 septembre 2018,

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De céder à l'entreprise Vincent ROULET « VR CARROSSERIE » ou toute personne qui s'y substituerait la parcelle YV 243p d'une superficie de 2 771 m² au prix de 8,50 € HT le m²,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître Mercier, notaire à Essarts en Bocage.**

11) Développement économique

Vente de foncier au profit de la Société Foncière des Pains sur le Vendéopôle de La Mongie_Essarts en Bocage

Par délibérations du 5 juillet 2017 et du 21 décembre 2017, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts a décidé de céder 9 521 m² à la Société Foncière des Pains pour l'implantation de son siège social sur le Vendéopôle de la Mongie.

Après étude complète de leur projet, l'entreprise souhaite acquérir 72 m² supplémentaires de la parcelle YD 179 afin d'y implanter un poste Client HTA nécessaire au fonctionnement de l'entreprise.

Vu l'estimation des services des domaines au prix de 15 € HT le m²,

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De céder 72 m² supplémentaires de la parcelle YD 179 au prix de 1 080 € HT à la Société Foncière des Pains ou toute personne qui s'y substituerait,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer le compromis de vente et l'acte notarié chez Maître Mercier, notaire à Essarts en Bocage.

12) Développement économique

Cession de parcelle ZA de l'Hermitage – SCI BAUBRY L'HERMITAGE

Par courrier du 6 décembre 2018, Monsieur Loïc BAUBRY, gérant de la SARL BAUBRY a informé la Communauté de communes de sa décision d'acquérir la parcelle ZB 57p d'une superficie de 9 847 m² environ sur la zone artisanale de l'Hermitage à Bazoges en Paillers, située en continuité du site actuel.

La SARL BAUBRY emploie aujourd'hui 30 personnes et cette acquisition permettra de répondre à ses projets de développement.

Vu l'avis du service des domaines,

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De céder à la SCI BAUBRY L'HERMITAGE ou toute personne qui s'y substituerait la parcelle ZB 57 p d'une superficie de 9 847 m² environ au prix de 6,50 € HT le m²,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître Denis, notaire à Saint-Fulgent.

13) Développement économique

Acquisition de parcelle_ZAE Le Pont Girouard à Saint-André-Goule-d'Oie

La Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts a décidé de réaliser une zone d'activité située au Pont Girouard à Saint-André-Goule-d'Oie. Afin d'optimiser la surface cessible, la Communauté de communes a décidé de se porter acquéreur d'une parcelle appartenant au Département de la Vendée avec pour objectif d'y implanter un bassin de rétention comportant une réserve incendie.

Cette parcelle était utilisée par l'Agence routière du Département comme zone de stockage. Cette acquisition impose au Département de réaliser une nouvelle zone de stockage à proximité de la RD 137.

Conditions de l'acquisition de la parcelle YD 1020 d'une superficie de 5 311 m² :

- 1 115 € pour le foncier,
- 13 352 € d'accessoire à la vente pour l'aménagement d'une nouvelle zone de stockage.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'acquérir la parcelle YD 1020, d'une superficie de 5 311 m² au prix de 14 467 € nets de taxe,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer une promesse de cession et l'acte notarié chez Maître Denis, notaire à Saint-Fulgent.**

14) Développement économique

Cession de parcelle ZI La Lérandière – SARL LOLIBA INVESTISSEMENTS

Par courrier du 14 novembre 2018, Monsieur Olivier DAVID a informé la Communauté de communes de sa décision d'acquérir les parcelles ZL 305 d'une superficie de 11 556 m² et ZL 303 d'une superficie de 39 m² sur la zone industrielle de la Lérandière à Saint-Fulgent.

Cette acquisition permettra de répondre à un accroissement d'activité du Garage David sur le parc d'exposition de véhicules.

Vu l'avis du service des domaines en date du 26 octobre 2018,

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De céder à la SARL LOLIBA INVESTISSEMENTS ou toute personne qui s'y substituerait la parcelle ZL 305 d'une superficie de 11 556 m² et ZL 303 d'une superficie de 39 m² au prix de 9,50 € HT le m²,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître Denis, notaire à Saint-Fulgent.**

15) Développement économique

Acquisition de parcelle ZI La Lérandière

Le 14 novembre 2012, l'ex-Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent a vendu une parcelle de 5 262 m² à la SCI Les Bois Courraud (Relais 137) sur la zone industrielle de La Lérandière à Saint-Fulgent pour y réaliser un restaurant.

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la Lérandière 2, il est nécessaire, pour améliorer le tracé de la voirie (réduire la courbe), d'acquérir 45 m² de ladite parcelle. Les propriétaires sont d'accord pour céder à la Communauté de communes les 45 m² au prix d'acquisition de 2012, soit 9.50 € HT/m².

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'acquérir à la SCI LES BOIS COURRAUD la parcelle ZL309 d'une superficie de 45 m² au prix de 9,50 € HT le m²,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer l'acte notarié chez Maître Denis, notaire à Saint-Fulgent.**

16) Développement économique

Information Tarifs Zones d'Activités Economiques

La Commission Développement économique – Agriculture – Emploi - Formation a réalisé un travail d'harmonisation des prix de cession des zones d'activités économiques du territoire.

Il est prévu une classification des zones en 3 groupes, à savoir :

- Parc grand flux (Vendéopôles),
- Zones activités intermédiaires,
- Zones de proximité.

Des critères différenciant des zones et un système de notation a été établi afin de hiérarchiser les zones d'activités et déterminer le prix de cession.

Sur l'ensemble des zones, un équilibre financier est trouvé avec un excédent prévisionnel de 72 592 €.

Les prix proposés restent en cohérence avec les prix pratiqués sur des zones de même typologie sur les territoires voisins.

L'application de ces nouveaux tarifs sera effective au 1er janvier 2019.

Les membres du conseil, à l'unanimité, prennent acte de ces tarifs.

17) Développement économique

Demande d'autorisation environnementale formulée par la SAS BIOLOIE

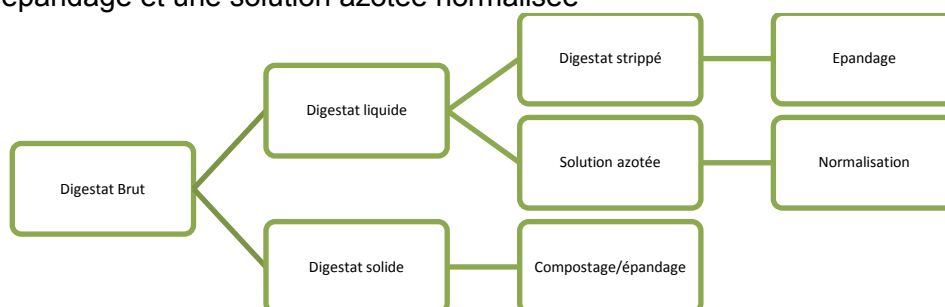
La SAS BIOLOIE a pour objet :

- le traitement de sous-produits agricoles, agro-industriels et agroalimentaires et la prestation de services liés à la méthanisation,
- l'exploitation d'une unité de méthanisation,
- la production et la vente d'énergies renouvelables (biogaz) issues de la méthanisation,
- la valorisation de sous-produits issus de la méthanisation (digestat brut et digestat liquide).

La SAS BIOLOIE a déposé une demande en vue d'obtenir une autorisation environnementale en lien avec l'unité de méthanisation après modification de l'installation et extension du plan d'épandage sur la commune d'Essarts en Bocage.

Modifications apportées :

- Sur la structure de l'unité : installation d'une deuxième chaudière fonctionnant au gaz pauvre permettant un meilleur rendement énergétique et environnemental de l'installation
- Sur le traitement du digestat : modification de la technologie pour mettre en place un stripping qui permet d'obtenir un digestat « strippé » avec une concentration en azote moins élevée, destiné à l'épandage et une solution azotée normalisée



- Nouveau plan d'épandage : la technologie du stripping n'étant pas encore mature, il est demandé de pouvoir modifier le 1er plan d'épandage autorisé

	1er plan d'épandage	2ème plan d'épandage en lien avec la demande d'autorisation
DIGESTAT LIQUIDE	0 m3	58 739 m3
DIGESTAT SOLIDE	0 m3	3 000 m3
DIGESTAT STRIPPE	75 660 m3	0 m3 (situation transitoire)
DIGESTAT BRUT	0 m3	14 402 m3
SURFACES EPANDABLES	650,6 ha	2 826 ha
NOMBRE DE COMMUNES CONCERNEES	5	29

Conformément aux dispositions de l'article R-181-38 du code l'environnement, le conseil communautaire est appelé à donner son avis sur le projet au titre de la demande d'autorisation environnementale, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur le territoire.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, émet un avis favorable sur la présente demande d'autorisation environnementale.

18) Habitat

Attribution des primes « Mise en conformité Assainissement autonome »

Attribution :

Dans sa séance du 13 décembre 2018, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **4 dossiers** pour un montant total de **3 200 €**

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « mise en conformité assainissement autonome » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

19) Habitat

Attribution des primes « Travaux économie d'énergie »

Intéressée par l'affaire, Madame BARON sort de la salle.

Attribution :

Dans sa séance du 13 décembre 2018, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **28 dossiers** pour un montant total de **11 380 €** (montant des primes : **11 300 €** ; montant du remboursement des diagnostics : **80 €**).

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « travaux d'économie d'énergie » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Madame BARON réintègre la salle.

20) Habitat

Attribution des primes « Rénovation de façades »

Attribution :

Dans sa séance du 13 décembre 2018, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **3 dossiers** représentant un montant total de **1 000 €**.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « rénovation de façades » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

21) Habitat

Attribution des primes « Habiter mieux »

Attribution :

Dans sa séance du 13 décembre 2018, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **2 dossiers** représentant un montant total de **500 €**.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « habiter mieux » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

22) Habitat

Attribution des primes « Rénover accessible »

Intéressé par l'affaire, Monsieur MERLET quitte la salle.

Attribution :

Dans sa séance du 13 décembre 2018, la Commission « Aménagement-Urbanisme-Habitat-Bâtiments-Infrastructures » a émis un avis favorable sur **4 dossiers** représentant un montant total de **4 000 €**.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les primes « construire ou rénover accessible » susvisées,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à procéder au versement après la réalisation des travaux.

Monsieur MERLET réintègre la salle.

23) Développement durable

PCAET_concertation

Par délibération n° 395-17 du 21 décembre 2017, le Conseil communautaire du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts a lancé la démarche d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

La délibération disposait notamment que « Les modalités de concertation élargies seraient déterminées au cours de la procédure et feraient l'objet d'une 2ème délibération en Conseil communautaire ».

Les acteurs concernés étant très nombreux au regard des divers domaines abordés, de multiples partenaires institutionnels devront être associés. L'élaboration du PCAET devra également être réalisée en concertation avec les habitants, les associations locales et toutes les autres personnes concernées.

Les objectifs de la concertation sont donc de permettre, tout au long de l'élaboration du projet de PCAET et ce jusqu'à son approbation par le conseil communautaire :

- d'avoir accès à l'information,
- de formuler des observations et propositions,
- de partager le diagnostic du territoire,
- d'être sensibilisé aux enjeux et à leur prise en compte par le projet,
- de s'approprier au mieux le projet de territoire,
- de bien utiliser le futur document et de suivre son évolution

Le COPIL PCAET réunit le 28 septembre 2018, a envisagé les modalités de concertation suivantes :

- Organisation de réunions publiques générales ou thématiques,
- Mise à disposition sur le site internet de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, d'éléments d'information
- Organisation d'ateliers de type « world café »,
- Organisation d'ateliers à l'attention de publics définis (économie – agriculture – scolaire)
- Organisation d'une réunion publique
- Les observations, remarques et contributions pourront également être adressées :
 - par courrier à l'attention de M. le Président – Service aménagement – Communauté de communes – 2, rue Jules Verne – 85250 Saint-Fulgent
 - par mail à l'adresse spécifique qui sera mise en place pcaet@ccfulgent-essarts.fr

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve les modalités de concertation élargies telles que définies ci-dessus.

24) Environnement

Modification des statuts du Syndicat Mixte de Collecte des Ordures Ménagères (SCOM) de l'Est Vendéen

Le siège du SCOM de l'Est Vendéen est dorénavant établi au Pôle Environnemental du Grison – Route de Monsireigne à SAINT-PROUANT (85110).

Par conséquent, le comptable du syndicat est Monsieur le Trésorier de CHANTONNAY.

Aussi, il convient de mettre à jour et modifier les statuts du SCOM de l'Est Vendéen fondé sur le droit commun de l'intercommunalité et notamment les articles L.5211-18 et L.5211-20 du code général des collectivités territoriales.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve le projet de statuts du SCOM.

25) Environnement

Mise à disposition d'un broyeur par le SCOM

Trivalis accompagne les collectivités dans la réduction de leurs apports de déchets verts en déchèterie.

Ainsi, le SCOM bénéficie de broyeurs de végétaux qu'il met à disposition des collectivités qui désirent s'engager dans cette démarche.

La Communauté de communes souhaite profiter d'un de ces matériels. Pour ce faire il convient de conclure une convention de mise à disposition de matériel avec le SCOM d'une durée de deux ans à compter de la date de signature.

Au terme de cette convention la Communauté de communes se portera acquéreur dudit broyeur au prix de 4 000 €.

Les frais d'entretien, de réparation et d'utilisation du matériel sont à la charge de la Communauté de communes.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention de mise à disposition de matériel avec le SCOM.

26) Petite enfance – jeunesse

Extension du relais d'assistants maternels « A petits pas » à l'ensemble du territoire

Depuis la création de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts, la commission « Petite enfance – Jeunesse » a étudié le projet d'extension du RAM aux nouvelles communes d'Essarts en Bocage et de La Merlatière.

Au 1^{er} janvier 2018, le territoire comporte 290 assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s dont 250 en activité et 770 familles employeurs.

Suite à la fermeture de la halte-garderie itinérante et à la restructuration du service Petite Enfance, Lucie PIVETEAU, directrice adjointe du multi-accueil depuis 2013, a rejoint le RAM en septembre 2018 en tant qu'animatrice, afin de travailler sur l'extension du service.

Suite à des rencontres avec les assistants maternels et après avoir visité les locaux pouvant être utilisés pour les matinées d'éveil du RAM, les élus de la commission « Petite enfance – Jeunesse » proposent une évolution dans l'organisation du RAM.

Avec une deuxième animatrice sur le RAM, le service sera accessible aux habitants des communes d'Essarts en Bocage et de La Merlatière en **janvier 2019**.

Le fonctionnement du RAM a été présenté aux assistants maternels et aux familles employeurs au cours de 3 réunions publiques en amont :

- Jeudi 29 novembre à 20 heures à la salle du Donjon – Les Essarts ESSARTS EN BOCAGE,
- Jeudi 6 Décembre à 20 heures à la salle « Le Vallon » – Sainte-Florence ESSARTS EN BOCAGE,
- Lundi 10 décembre à 20 heures à la salle des Marronniers LA MERLATIERE.

Cette évolution du service nécessite le changement du règlement de fonctionnement du RAM :

1) Modification du préambule

Ajout de la mission complémentaire facultative proposée en novembre 2017 lors de la commission « Petite enfance – Jeunesse » du 6 octobre 2017 :

« Renforcer l'accompagnement des familles avec un positionnement central au RAM en « guichet unique d'information » et le traitement des demandes d'accueil des familles formulées directement en ligne sur le site www.monenfant.fr ».

Cette mission complémentaire permet un financement forfaitaire de 3 000 € par an en plus de la prestation de service et de la prime d'itinérance versées par la CAF.

2) Modification des caractéristiques administratives du RAM.

Le nom de la Communauté de communes suite à la fusion, l'adresse mail et d'autres caractéristiques administratives doivent être modifiées en conséquence.

3) Modification du diagnostic

Actualisation des données chiffrées en incluant les communes d'Essarts en Bocage et de La Merlatière depuis le 1^{er} janvier 2017.

Complément de la synthèse des rencontres avec les AM suite aux rencontres qui ont eu lieu en février 2018.

4) Modification du fonctionnement

- Les activités du RAM, notamment les matinées d'éveil :

Les élus de la commission « Petite Enfance – Jeunesse » propose d'uniformiser le système d'inscription obligatoire pour la participation aux matinées d'éveil sur l'ensemble du territoire. Une inscription en ligne est à l'étude.

Les élus proposent également le planning d'itinérance suivant :

Commune	Lieu d'intervention	Organisation temps de ménage	Nombre d'AM agréées	Fréquence
La Merlatière Boulogne	Centre périscolaire « Chamboulou » A La Merlatière	15 minutes : débarrassage des tables, balais et serpillière. Fait par le personnel de l'association	9 + 7	1 fois par mois
Les Essarts	Centre périscolaire « 1,2,3 Loisirs »	15 minutes : débarrassage des tables, balais et serpillière. Fait par le personnel de la mairie d'Essarts en Bocage	49	1 fois par mois pour le démarrage du service. Possibilité d'une deuxième matinée dans le mois à étudier en cas de forte fréquentation
Sainte-Florence	Centre périscolaire « L'île aux jeux »	15 minutes : débarrassage des tables, balais et serpillière. Fait par le personnel de l'association	16	1 fois par mois
L'Oie	Centre périscolaire « Les Petits Mousles »	15 minutes : débarrassage des tables, balais et serpillière. Fait par le personnel de l'association	12	1 fois tous les 2 mois
Bazoges-en-Pailles	Centre périscolaire « La cabane à rires »	Convention tripartite déjà en vigueur depuis l'ouverture en janvier 2015	20	1 fois par mois
La Rabatelière	Centre périscolaire		12	1 fois par mois
La Copechagnière	Centre périscolaire « Les Ptits Filous »		10	1 fois tous les 2 mois

Saint-André-Goule-D'Oie	Centre périscolaire « Les Ptits Loups »		21	2 fois par mois
Chauché	Centre périscolaire « Les scoubidous »		27	2 fois par mois
Chavagnes-en-Paillers	Espace Saint-Joseph Salle Tourmaline		40	2 fois par mois
Les Brouzils	Centre périscolaire « Croqu'noisettes »		28	1 à 2 fois par mois
Saint-Fulgent	Centre périscolaire « Croq'La Vie »		39	1 à 2 fois par mois

- Les caractéristiques fonctionnelles

Mise à jour des plannings d'itinérance, du planning du temps de travail des animatrices et la liste des locaux mis à disposition pour les matinées d'éveil.

Concernant l'utilisation des locaux sur les communes d'Essarts en Bocage et de la Merlatière, il convient d'établir une convention entre la Communauté de communes, les Communes et les associations des accueils de loisirs qui utilisent les locaux.

- La concertation et du partenariat

Actualisation du paragraphe prenant en compte le travail effectué depuis l'ouverture du service et celui qui sera établi suite à son extension.

- Le personnel

Actualisation du nombre d'animatrices RAM : **2 ETP depuis septembre 2018.**

- Le matériel mis à disposition

Description du matériel informatique suite à l'arrivée de la 2^{ème} animatrice.

Evolution dans l'utilisation du véhicule mis à disposition pour les matinées d'éveil du RAM : depuis la fermeture de la halte-garderie itinérante en juillet 2018, le RAM utilise le camion, plus grand et dont l'aménagement est plus adapté à l'itinérance (manutention et stockage).

Ponctuellement il sera possible d'utiliser un véhicule de la Communauté de communes pour doubler certaines matinées d'éveil du RAM le même jour.

Il a été aménagé un coin de stockage du matériel pédagogique du RAM à l'atelier de la Communauté de communes.

- Le financement

Mise à jour des données du soutien financier de la CAF : communication des données chiffrées et bilan annuel d'activité pour percevoir la prestation de service RAM (PS RAM).

Prestation versée dans le cadre d'une convention de financement et d'objectif signée entre la Communauté de communes et la CAF de Vendée pour une durée de 4 ans.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver les modifications du règlement de fonctionnement du Relais Assistants Maternels « A petits pas » en lien avec l'extension du service à compter du 1^{er} janvier 2019**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer les documents en lien avec le versement de la Prestation de Service (PS RAM) de la CAF de Vendée,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer les conventions de mise à disposition des locaux pour les matinées d'éveil en lien avec l'extension du service pour les communes d'Essarts en Bocage et de La Merlatière.**

27) Culture

Programmation Week & Stage 2019 / 2020

Chaque année il convient d'adopter le programme Week & Stage. En fonction des demandes, des stages sont reconduits et de nouvelles activités sont proposées.

Dépenses		Recettes	
« Conseil en image de soi » à Chauché - Samedi 16 mars 2019 (après-midi)			
Martine Lucas (coiffeuse), Angélique Frappier (esthéticienne) (55 €/pers.)	330	6 personnes à 60 €	360
Sous-total	330	Sous-total	360
« Art floral » à Essarts en Bocage - Vendredi 22 mars 2019 (soirée)			
Maeliss Duche-Potin (L'Entre'Pôt Artisan Fleuriste) - (27 €/pers.)	135	5 personnes à 30 €	150
Sous-total	135	Sous-total	150
« Loisirs créatifs » à Saint-Fulgent - Samedi 23 mars 2019 (matin et après-midi)			
Sébastien Fombertasse (animateur d'ateliers) (40 €/pers.)	600	15 personnes à 45 €	675
Sous-total	600	Sous-total	675
« Dessin » à Chavagnes-en-Paillers - Samedi 27 avril 2019 (après-midi)			
Mythé Bitaud (artiste peintre) (20 €/pers.)	100	5 personnes à 25 €	125
Sous-total	100	Sous-total	125
« Danses trad' et bal folk » à Chavagnes-en-Paillers - Samedi 11 mai 2019 (après midi et soir)			
Groupe Arbadétorne stages + bal	1 500	60 pers. le stage à 12 € (sans le bal)	720
Technique son/lumière	700	270 pers. le bal uniquement à 8 € (gratuit - 18 ans)	2160
Location salle Emeraude	400		
Réception (café, brioche...)	100		
Repas musiciens et techniciens	180		
Sous-total	2 880	Sous-total	2 880
« Aquarelle » à Chavagnes-en-Paillers - Samedi 25 mai 2019 (après-midi)			
Mythé Bitaud (artiste peintre) (35 €/pers.)	175	5 personnes à 40 €	200
Sous-total	175	Sous-total	200
« Aviron et Stand Up Paddle » à Chavagnes-en-Paillers - Samedi 15 juin 2019 (après-midi)			
Aviron Club du Bocage (30 €/pers.)	300	10 personnes à 32 €	320
Sous-total	300	Sous-total	320
« Fabrication meuble avec matériaux de récup. » à La Copechagnière - Samedi 29 juin 2019 (après-midi)			
Yohann Bled (Esprit Loft Recup) (30 €/pers.)	180	6 personnes à 35 €	210
Sous-total	180	Sous-total	210
« Photo nature » à Sèvremont (Maison de la vie rurale) - Samedi 14 septembre 2019 (après-midi)			
Patrick Trécul (photographe) (30 €/pers.)	240	8 personnes à 35 €	280
Sous-total	240	Sous-total	280
« Tricot » à Essarts en Bocage - Samedi 12 octobre 2019 (après-midi)			
Julie Pognard (Fil'ou Tissu Créations) (27 €/pers.)	162	6 personnes à 30 €	180
Sous-total	162	Sous-total	180

« Emaux sur cuivre » à Saint-Fulgent - Samedi 16 novembre 2019 (après-midi)			
Mathilde Colin (émailleuse) (40 €/pers.)	400	10 personnes à 45 €	450
<i>Sous-total</i>	400	<i>Sous-total</i>	450

« Couture » à Chavagnes-en-Paillers - Samedi 7 décembre 2019 (après-midi)			
Aude Barré des créations Ptitequenotte (30 €/pers.)	90	3 personnes à 35 €	105
<i>Sous-total</i>	90	<i>Sous-total</i>	105

« Accord vin et chocolat » à Chavagnes-en-Paillers - Vendredi 7 février 2020 (soir)			
Cave Viochio (40 €/pers.)	400	10 personnes à 55 €	550
NOUVEAU Location salle Château de la Chardière	150		
<i>Sous-total</i>	550	<i>Sous-total</i>	550

<i>Frais divers (réception, communication...)</i>	343		
---	-----	--	--

TOTAL	6 485	TOTAL	6 485
--------------	--------------	--------------	--------------

Soit 13 stages pour 2019-2020 (contre 8 en 2018-2019)

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, valide la programmation « Week & Stage » 2019/2020 et ses tarifs.

28) Administration générale

Convention de gestion de la salle de sports intercommunale située à Essarts en Bocage

La Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent-Les Essarts a décidé de construire une salle omnisports intercommunale contigüe à la salle communale existante d'Essarts en Bocage (commune déléguée des Essarts) avec un hall d'entrée commun.

Description de la salle de sports intercommunale :

- Sol sportif : 1 158 m²
- Vestiaires-sanitaires : 33 m²
- Infirmerie : 16 m²
- Hall et circulation : 177 m²
- Soit un total de 1 384 m²

Proposition de la Communauté de communes sur les règles de fonctionnement :

- Tenue des registres de sécurité et accessibilité : gestion par la Commune,
- Fourniture énergies (électricité, eau, gaz...) : raccordement aux compteurs de la Commune avec l'installation de sous-compteurs pour la facturation à la Communauté de communes,
- Alarme incendie : gestion par la Commune,
- Contrats de vérification et d'entretien (chauffage, ventilation, extincteurs...) : chaque collectivité dispose de son propre contrat,
- Ménage de la salle : agent communal sur la base d'un forfait de 12 heures par semaine avec remboursement de la Communauté de communes,
- Remboursement des travaux de réparation réalisés en régie suivant le temps passé,
- Remboursement du temps passé lié aux astreintes,
- Gestion des plannings : référent technique intercommunal.

Proposition de la Commune d'Essarts en Bocage sur les règles de fonctionnement :

- Extension des contrats de la Commune pour la gestion des contrats de vérification et d'entretien de la salle intercommunale,
- Remboursement de la Communauté de communes des frais de ménage de la salle en fonction du temps passé,
- Gestion des plannings par un agent communal,

La Communauté de communes vient de recevoir les tableaux de remboursement pour les mois de septembre et d'octobre :

- Septembre : 113.50 heures
 - 66 h pour le ménage
 - 39 h pour l'administratif et les réunions
 - 6.5 h pour des travaux de réparations
 - 2.25 h pour les astreintes
- Octobre : 77.80 heures
 - 57.5 h pour le ménage
 - 5 h pour l'administratif et les réunions
 - 13.5 h pour des travaux de réparations
 - 1.8 h pour les astreintes

Le bureau communautaire propose d'adopter une convention de gestion de la salle omnisports avec l'application d'un forfait hebdomadaire de 12 heures pour le ménage, un remboursement au réel pour travaux de réparation et les heures d'astreintes, sans prise en compte du temps administratif (Elaboration des tableaux de remboursement, affiches pour planning...).

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver la convention de gestion de la salle omnisports avec la Commune d'Essarts en Bocage,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer la convention.**

29) Administration générale

Attribution groupement de commande pour la location, l'installation et la maintenance de photocopieurs

Monsieur le Président rappelle qu'une consultation pour le groupement de commande pour la location, l'installation et la maintenance de photocopieurs a été lancée en procédure adaptée et publiée sur marchés sécurisés le 13 novembre 2018 et dans Ouest France le 16 novembre 2018.

L'accord-cadre se compose d'un lot unique, avec prestation supplémentaire éventuelle (PSE). La PSE se compose d'un logiciel de supervision.

Les offres ont été analysées au regard des critères suivants :

- Valeur technique : 50 %
- Prix : 40 %
- Performances en matière de protection de l'environnement : 10 %

5 candidats ont déposé chacun une offre électronique. Sur ces 5 candidats, l'offre de l'entreprise OMR Impression est rejetée pour non-conformité au cahier des charges. Cette même entreprise a proposé une variante qui est, elle-même, rejetée puisque le cahier des charges ne le prévoit pas.

Suite à l'analyse des 4 autres candidatures, Monsieur le Président propose d'attribuer l'accord-cadre à l'entreprise SORAM Solutions d'impression des Sorinières (44) (Agence de la Roche sur Yon) pour un montant de 81 092,14 € HT (offre de base) et de 377,33 € HT (PSE), selon le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix (BP), sur la durée totale du marché, soit un total de 81 469,47 € HT.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'attribuer l'accord-cadre à l'entreprise SORAM Solutions d'impression pour un montant de 81 469,47€ HT (offre de base + PSE) sur la durée totale du marché,**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces des marchés.**

30) Administration générale

Attribution de l'accord-cadre relatif à la fourniture de combustible bois de la chaudière et traitement des sous-produits de combustion pour le centre aquatique

Une consultation pour la fourniture de bois de la chaudière du centre aquatique Aqua°Bulles de Saint-Fulgent a été lancée en procédure adaptée et publiée sur marchés sécurisés le 16 octobre 2018 et dans Ouest France le 19 octobre 2018.

La remise des offres a été fixée au 13 novembre 2018 à 12 heures.

L'accord-cadre à bons de commande est conclu pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021 avec un montant maximum annuel de 50 000,00 € HT.

Seule la SCIC BOIS ENERGIES LOCALES des Herbiers a déposé un pli.

Suite à l'analyse, il est proposé, d'attribuer l'accord-cadre à la SCIC BOIS ENERGIES LOCALES des Herbiers pour un montant maximum de 150 000,00 € HT.

Après avis favorable du Bureau, il est proposé au Conseil communautaire :

- **D'attribuer l'accord-cadre à la SCIC BOIS ENERGIES LOCALES des Herbiers pour un montant maximum de 150 000,00 € HT.**
- **D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces du marché.**

Madame GREAU quitte la salle à 19 h 52.

31) Administration générale_Personnel

Désignation de la Directrice de l'Office de Tourisme

Le Conseil communautaire a décidé de créer une régie dotée de la seule autonomie financière pour la gestion de l'Office de Tourisme.

Conformément à l'article L 2221-14 du CGCT, le Directeur de la régie est désigné par le Conseil communautaire sur proposition du Président de la Communauté de Communes.

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la régie.

Monsieur le Président propose de désigner Madame Christina POUET au poste de Directrice de l'Office de Tourisme, l'ancienne Directrice étant mutée au sein d'une autre intercommunalité.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, désigne Madame Christina POUET, Directrice de l'Office de Tourisme du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts.

32) Administration générale - Personnel

Tableau des effectifs

Pour faire suite à la réussite au concours de technicien d'un agent du service SIG, il est proposé de modifier son poste afin de permettre sa nomination en catégorie B. Cet agent avait été recruté le 16 février 2009 sur un poste de technicien, administrateur S.I.G. L'investissement de ce dernier ainsi que les projets qu'il a pu mener, constituent autant d'éléments qui motivent cette nomination. Son collègue, recruté sur les mêmes missions, est un agent titulaire de catégorie B.

Un agent a été titularisée au grade de bibliothécaire. En conséquence, il est proposé de supprimer le poste d'assistant de conservation principal de 2^{ème} classe, poste non budgété, qui avait été créé afin de permettre son recrutement par voie de mutation de la mairie d'Aubagne.

Enfin, le poste d'infirmier en soins généraux a été créé sur la base de 13 heures or le besoin pérenne n'est que de 12 heures hebdomadaires. Il est donc proposé de modifier le poste en conséquence.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **De supprimer un poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet et créer un poste au grade de technicien territorial à temps complet ;**
- **De supprimer un poste d'assistant de conservation principal de 2^{ème} classe à temps complet ;**
- **De supprimer le poste au grade d'infirmier en soins généraux de classe normale à 13 heures et créer un poste au même grade sur la base de 12 heures hebdomadaires (12/35^{ème}) ;**
- **D'adopter le tableau des effectifs comme suit :**

POSTES CRÉÉS	CDC PAYS ST FULGENT - LES ESSARTS au 1 ^{er} octobre 2018	CDC PAYS ST FULGENT - LES ESSARTS au 1 ^{er} janvier 2019	Pourvus en ETP
Catégorie A			
<u>Filière administrative :</u>			
- Directeur Général des Services	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Attaché principal	2 (tps complet)	2 (tps complet)	1
- Attaché	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Attaché - poste vacant	1 (tps complet)	1 (tps complet)	0
<u>Filière technique :</u>			
- Ingénieur	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
<u>Filière culturelle :</u>			
- Bibliothécaire	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
<u>Filière sociale et médico-sociale :</u>			
- Infirmier en soins généraux de cl. normale	1 (tps non complet : 13 h/35)	1 (tps non complet : 12 h/35)	0,34
Sous-total :	8 postes (7,37 en ETP)	8 postes (7,34 en ETP)	5,34
Catégorie B			
<u>Filière administrative :</u>			
- Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	2 (tps complet)	2 (tps complet)	1
- Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1

- Rédacteur	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
<u>Filière technique :</u>			
- Technicien principal 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Technicien principal 2 ^{ème} classe	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Technicien	1 (tps complet)	2 (tps complet)	1
<u>Filière sociale et médico-sociale :</u>			
- Educateur Jeune Enfant - non budgétisé	1 (tps complet)	1 (tps complet)	0
- Educateur Jeune Enfant	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Educateur Jeune Enfant	1 (tps non complet : 32 h)	1 (tps non complet : 32 h)	0,91
<u>Filière sportive :</u>			
- Educateur APS principal de 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Educateur activités physiques et sportives	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
<u>Filière culturelle :</u>			
- Assistant conservation ppal de 2^{ème} classe	1 (tps complet)	0	0
Sous-total :	16 postes (15,91 en ETP)	16 postes (14,91 en ETP)	12,91
Catégorie C			
<u>Filière administrative :</u>			
- Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	2 (tps complet)	2 (tps complet)	2
- Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	6 (tps complet)	6 (tps complet)	6
- Adjoint administratif	5 (tps complet)	5 (tps complet)	5
- Adjoint administratif	1 (tps non complet : 21,70 h)	1 (tps non complet : 21,70 h)	0,62
<u>Filière technique :</u>			
- Agent de maîtrise	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe	4 (tps complet)	3 (tps complet)	3
- Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet 26 h)	1 (tps non complet 26 h)	0,74
- Adjoint technique	1 (tps complet)	1 (tps complet)	1
- Adjoint technique	1 (tps non complet : 28h)	1 (tps non complet : 28h)	0,80
- Adjoint technique	2 (tps non complet : 17h)	2 (tps non complet : 17h)	0,97
- Adjoint technique	1 (tps non complet : 13h)	1 (tps non complet : 13h)	0,37
<u>Filière sociale et médico-sociale :</u>			
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	3 (tps complet)	3 (tps complet)	3
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet : 28h)	1 (tps non complet : 28h)	0,80
- Aux. de puériculture principal de 2 ^{ème} classe	1 (tps non complet : 27,50h)	1 (tps non complet : 27,50h)	0,79
- Agent social	3 (tps complet)	3 (tps complet)	3
Sous-total:	34 postes (31,09 en ETP)	33 postes (30,09 en ETP)	30,09
Total :	58 postes	57 postes	
Total en ETP :	54,37	52,34	48,34

33) Administration générale – Personnel

Convention de mise à disposition de service d'assainissement collectif

Dans le cadre du transfert de la compétence assainissement collectif des communes membres vers la Communauté de Communes au 1er janvier 2019, il est proposé, notamment pour les communes qui gèrent cette compétence en régie directe, de mettre en place une convention de mise à disposition de service pour le personnel et le matériel afférent.

Le personnel, actuellement en poste au sein des communes, demeure rattaché à ces communes et sera partiellement mis à disposition de la Communauté de Communes pour les missions afférentes à l'assainissement collectif. Cette organisation ne modifie pas les missions exercées par ces agents.

De la même manière, le matériel utilisé dans le cadre de l'exercice de cette compétence est mis à disposition.

Il s'agit pour la Communauté de Communes d'indemniser les communes en fin d'année au titre de ces mises à disposition.

Il sera annexé à la convention un état récapitulatif du nombre d'heures dédiés à cette compétence.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- D'adopter la convention de mise à disposition de service type, une annexe par commune concernée sera jointe à la convention ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer les différentes conventions.

34) Administration générale – Finances

Répartition 2018 des charges de fonctionnement et d'investissement pour la salle de sports intercommunale Saint-André-Goule-d'Oie – Saint-Fulgent

Depuis 1994, les collectivités utilisatrices de la salle de sports intercommunale à Saint-André-Goule-d'Oie, à savoir les communes de Saint-André-Goule-d'Oie et de Saint-Fulgent, versent une participation annuelle à la Communauté de communes pour couvrir l'ensemble des frais nécessaires à la mise à disposition de cet équipement.

Cette participation est calculée selon la clé de répartition suivante :

	<u>Saint-Fulgent</u>	<u>Saint-André-Goule-d'Oie</u>
Travaux sur la structure	42 %	58 %
Frais d'entretien liens aux activités sportives	60 %	40 %
Entretien général (structure – enveloppe)	50 %	50 %
Chauffage	20 %	80 %
Autres charges	80 %	20 %

Selon cette répartition, la participation annuelle 2018 s'élève à :

- 9 305,06 € pour la commune de Saint-Fulgent
- 8 246,43 € pour la commune de Saint-André-Goule-d'Oie

Compte tenu des dépenses d'entretien (main d'œuvre) supportées par la commune de Saint-André-Goule-d'Oie (soit 4 928,00 €), la participation à verser à la Communauté de communes pour la commune s'élève à 3 318,43 €.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide de fixer les participations pour la salle de sports Intercommunale de Saint-André-Goule-d'Oie pour l'année 2018, de la manière suivante :

- Commune de Saint-Fulgent 9 305,06 €,
- Commune de Saint-André-Goule-d'Oie 3 318,43 €.

35) Administration générale – Finances

Attributions de compensation

En application des dispositions du paragraphe V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, l'établissement public intercommunal verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le

cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI ou, le cas échéant, des communes membres, si l'attribution de compensation est négative.

La Commission Locale d'Evaluation des charges transférées (CLECT) est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation (1 du 5° du V de l'article 1609 nonies C).

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts, notamment en son article 1609 nonies C,

Considérant que la CLECT, réunie le 27 septembre 2018, a rendu ses conclusions sur la subvention à l'association l'ADMR, les participations financières au renouvellement des fonds de livres, la correction du dispositif de mutualisation mis en place par la Communauté du Pays des Essarts et la Commune d'Essart en Bocage et de l'instruction du droit des sols, les charges transférées relatives à la réorganisation des activités périscolaires par Essarts en Bocage, et les charges financières dans le cadre du retrait des compétences de la Communauté de communes du Pays des Essarts.

Vu les délibérations des Conseils municipaux d'approbation du rapport de la CLECT de :

- La Merlatière du 25 octobre 2018,
- Chauché du 26 octobre 2018,
- Saint-André-Goule-d'Oie du 12 novembre 2018,
- Chavagnes-en-Paillers du 5 novembre 2018,
- Saint-Fulgent du 12 novembre 2018,
- Les Brouzils du 12 novembre 2018,
- La Copechagnière du 17 octobre 2018,
- La Rabatelière du 22 octobre 2018,
- Essarts en Bocage du 30 octobre 2018,
- Bazoges-en-Paillers du 17 octobre 2018,

Compte-tenu de l'ensemble des éléments évoqués ci-avant, les attributions de compensation sont récapitulées dans les tableaux ci-dessous :

ATTRIBUTION DE COMPENSATION DEFINITIVE DE 2018 :

	ATTRIBUTION DE COMPENSATION Prévisionnelle 2018	CONTRIBUTION ADMR	SUBVENTION - PARTICIPATION FONDS DE LIVRES	CORRECTION MUTUALISATION	CORRECTION INST.D.S	REORGANISATION PERISCOLAIRE	CORRECTIONS CHARGES FINANCIERES 2018	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2018 après CORRECTIONS
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)=(1)+(2)+(3)+(4)+(5)+(6)+(7)
Bazoges en P.	43 775,31	-2 200,00	-1 706,50	0,00	0,00			39 868,81
Les Brouzils	108 374,35	-5 416,00	-1 984,50	0,00	0,00			100 973,85
Chauché	118 268,10	-4 455,36	-589,50	0,00	0,00			113 223,24
Chavagnes en P.	193 109,86	-8 934,00	-1 500,00	0,00	0,00			182 675,86
La Copechagnière	124 036,02	-1 004,23	-900,00	0,00	0,00			122 131,79
Essarts en Bocage	2 360 530,81	0,00	0,00	93 287,75	0,00	-16 522,00	0,00	2 437 296,56
La Merlatière	273 559,60	0,00	0,00	0,00	0,00		-1 890,00	271 669,60
La Rabatelière	214 649,76	-3 268,00	-685,50	0,00	0,00			210 696,26
Saint-André G.d'Oie	-1 932,84	-2 839,20	-1 741,00	0,00	0,00			-6 513,04
Saint-Fulgent	779 185,21	-10 675,00	-1 325,00	0,00	0,00			767 185,21
TOTAL	4 213 556,18	-38 791,79	-10 432,00	93 287,75	0,00	-16 522,00	-1 890,00	4 239 208,14

ATTRIBUTION DE COMPENSATION PREVISIONNELLE DE 2019 :

	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2018	CORRECTION MUTUALISATION	REORGANISATION PERISCOLAIRE - 12 MOIS	CORRECTIONS CHARGES FINANCIERES 2019	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2019
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1)+(2)+(3)+(4)
Bazoges en P.	39 868,81	0,00	0,00	0,00	39 868,81
Les Brouzils	100 973,85	0,00	0,00	0,00	100 973,85
Chauché	113 223,24	0,00	0,00	0,00	113 223,24
Chavagnes en P.	182 675,86	0,00	0,00	0,00	182 675,86
La Copechagnière	122 131,79	0,00	0,00	0,00	122 131,79
Essarts en Bocage	2 437 296,56	-37 170,44	-33 044,00	-2 925,00	2 364 157,12
La Merlatière	271 669,60	0,00	0,00	-17 586,00	254 083,60
La Rabate lière	210 696,26	0,00	0,00	0,00	210 696,26
Saint-André G.d'Oie	-6 513,04	0,00	0,00	0,00	-6 513,04
Saint-Fulgent	767 185,21	0,00	0,00	0,00	767 185,21
TOTAL	4 239 208,14	-37 170,44	-33 044,00	-20 511,00	4 148 482,70

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire arrête le montant des attributions de compensation définitives des communes membres au titre de l'année 2018 et de prendre acte des attributions de compensation prévisionnelles de 2019 conformément aux tableaux ci-dessus.

36) Administration générale – Finances

Fonds de concours 2018

L'article 186 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales modifiant le CGCT prévoit « que des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses Communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du Conseil communautaire et des Conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

Le versement d'un fonds de concours est autorisé si 3 conditions sont réunies :

- 1) Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement (superstructure ou infrastructure).
- 2) Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.
- 3) Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil de communauté et du ou des Conseils municipaux concernés.

La période d'application : 3 années

Le type de versement : annuel ou autres périodes pour disposer d'un concours substantiel sur un projet important dans la limite des crédits inscrits au budget.

4 Communes sollicitent le versement d'un fonds de concours au titre de l'année 2018 :

Commune	Objet de l'aide	Montant des travaux HT	Financement
La Rabatelière	Salle de la Petite Maine	946 820 €	Etat : Région : 207 065 € Département : Réserve parlementaire : Autres : 302 643 € Commune : 361 226 € Fonds de concours : 75 886 €
Essarts en Bocage	Rénovation de la salle omnisports de Boulogne	561 767	Etat : Région : Département : 65 003 € Réserve parlementaire : Autres : 50 000 € Commune : 298 343 € Fonds de concours : 148 421 €
Chauché	Création et aménagement de l'espace « La Vallée des Prés »	150 101 €	Etat : Région : Département : Réserve parlementaire : Autres : Commune : 86 101 € Fonds de concours : 64 000 €
Saint-Fulgent	Médiathèque	919 377 €	Etat : 132 927 € Région : 64 154 € Département : 165 000 € Réserve parlementaire : 25 000 € Autres : Commune : 368 258 € Fonds de concours : 164 038 €
	Aménagement des abords de la Médiathèque et Place des Arcades	645 901 €	Etat : 173 190 € Région : 160 500 € Département : Réserve parlementaire : Autres : Commune : 212 211 € Fonds de concours : 100 000 €

Pour l'année 2018, le fonds de concours s'élève donc à 552 345 €

La Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts ne récupérera pas la TVA (le FCTVA) sur le montant du fonds de concours alloué aux Communes dans la mesure où il s'agit de montant hors TVA. Ainsi, il reviendra aux Communes via le FCTVA de la récupérer.

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- De valider les fonds de concours conformément au tableau ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer toutes les pièces du dossier.

37) Administration générale - Finances

Transformation et création de budgets annexes assainissement

Par arrêté n°2017-DRCT AJ/3 698, Monsieur le Préfet de Vendée a approuvé les statuts de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts avec une prise de compétence « assainissement » au 1^{er} janvier 2019.

Afin de permettre le transfert de cette compétence des communes à la communauté de communes et de prendre en compte les différents modes de gestion menés par les communes, il est proposé pour la gestion de ce service « assainissement collectif » :

1. **La transformation du budget annexe « assainissement » existant en budget annexe assainissement « régie » avec autonomie financière de type Service Public Industriel et Commercial (SPIC)** pour la reprise des services « assainissement collectif » actuellement gérés par les communes en régie, l'assainissement collectif des zones d'activités et le SPANC :

- L'assainissement collectif de Chavagnes-en-Paillers (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif des Brouzils (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de l'Oie / Ste Florence (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de La Rabatelière (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de Saint-André-Goule-d'Oie (assujetti TVA),
- Les assainissements collectifs des zones d'activités (assujetti TVA),
- Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (non assujetti TVA).

Ce budget annexe, relatif à l'exploitation d'un service public industriel et commercial (SPIC) doté de l'autonomie financière (*avec compte 515 individuel*), est **assujetti à la TVA pour l'assainissement collectif** et établi suivant la nomenclature budgétaire et comptable M49 développée.

2. **La création d'un nouveau budget annexe « assainissement collectif Délégation de Services Publics (DSP) »** pour la reprise des services « assainissement collectif » actuellement gérés par les communes en **gestion déléguée**. Ce budget, **assujetti à la TVA**, sera établi suivant la nomenclature M49 développée pour la gestion du Service Public Industriel et Commercial (SPIC) dénommé « Assainissement collectif » sur la base des dispositions de l'article L2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- L'assainissement collectif de Bazoges-en-Paillers (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de Chauché (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif des Essarts et de Boulogne (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de La Copechagnière (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de La Merlatière (assujetti TVA),
- L'assainissement collectif de Saint-Fulgent (assujetti TVA).

Après avis favorable du Bureau, le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'approuver la transformation du budget annexe « assainissement » (n°40001) existant en budget annexe assainissement « régie » avec autonomie financière de type Service Public Industriel et Commercial (SPIC) pour la reprise des services « assainissement collectif » actuellement gérés par les communes en régie, les assainissements collectifs des zones d'activités et le SPANC au 1^{er} janvier 2019,**
- **D'approuver la création, à compter du 1^{er} janvier 2019, d'un nouveau budget annexe « assainissement collectif DSP » pour la reprise des services « assainissement collectif » actuellement gérés par les communes en gestion déléguée. Ces budgets seront établis suivant la nomenclature M49 développée pour la gestion du service public industriel et commercial (SPIC) dénommé « Assainissement collectif » sur la base des dispositions de l'article L2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,**

- D'opter pour l'assujettissement au régime fiscal de la TVA au 1^{er} janvier 2019 pour l'assainissement collectif du budget annexe assainissement « régie »,
- D'autoriser Monsieur le Président à lancer une consultation et à retenir un organisme bancaire pour une ligne de trésorerie « assainissement » à hauteur de 300 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Président à engager, avant le vote du budget 2019, 25 % des dépenses inscrites aux budgets 2018 des communes,
- D'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à accomplir les formalités nécessaires et signer tous les documents relatifs à ce dossier.

38) Administration générale

Transfert compétence assainissement, autorisation de signature

Par arrêté en date du 25 octobre 2017, le Préfet a approuvé la mise en conformité des statuts de la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts avec les exigences de la Loi NOTRe qui comprend la prise de compétence « assainissement » au 1^{er} janvier 2019.

Ainsi, à compter de cette date, la Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts se substitue aux communes et à la commune de Bazoges-en-Pailers au sein du SIA de La Gaubretière pour les droits et obligations qui leur incombent antérieurement pour l'exercice de cette compétence.

Dans le cadre du transfert de cette compétence, il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président à signer les avenants de transfert à intervenir concernant les contrats de Délégation de Service Public ainsi que tous les autres contrats (marchés, emprunts, ...) et pièces se rapportant au transfert de la compétence assainissement.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement le 1^{er} Vice-président, à signer les avenants de transfert à intervenir concernant les contrats de Délégation de Service Public ainsi que tous les autres contrats (marchés, emprunts, ...) et pièces se rapportant au transfert de la compétence assainissement.

39) Administration générale – Finances

Décision modificative

DM n°4 – 40000 Budget Général

Afin de procéder à la passation des ICNE (Intérêts courus non échus) et suite à la vente de plusieurs parcelles, il est nécessaire de procéder à des modifications budgétaires.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Intitulé	Montant	Compte	Intitulé	Montant
661121	Intérêts – Rattachements des ICNE	+ 70 000 €	775	Produits des cessions d'immobilisations	+ 70 000 €
TOTAL		70 000 €	TOTAL		70 000 €

DM n°1 – 40012 Budget ZA L'Hermitage

Afin de procéder à l'annulation du stock initial (écritures d'ordre), il est nécessaire de procéder à des modifications budgétaires.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Intitulé	Montant	Compte	Intitulé	Montant
71355/042	Annulation stock initial	+ 1 €			
6045	Achat d'études, prestations de services	- 1 €			
TOTAL		0 €	TOTAL		0 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Intitulé	Montant	Compte	Intitulé	Montant
			3555/041	Annulation stock initial	+ 1 €
			1641	Emprunt d'équilibre	- 1 €
TOTAL		0 €	TOTAL		0 €

DM n°3 – 40016 Budget Centre Aquatique

Il est proposé de procéder à des provisions budgétaires concernant les intérêts de la ligne de Trésorerie.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Intitulé	Montant	Compte	Intitulé	Montant
6156/51.3	Maintenance	- 50 €			
6615/51.3	Intérêts des comptes courants	+ 50 €			
TOTAL		0 €	TOTAL		0 €

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, approuve la décision modificative ci-dessus.

40) Administration générale – Finances

Créances éteintes

BUDGET GENERAL

Suite à la réception par le receveur d'une demande d'apurement de créances éteintes, la liste des créances à effacer est la suivante :

- **Un montant de 296.50 € sur le budget général concernant les redevances ordures ménagères de 2010 et 2011.**

Suite à la commission de surendettement de Loire-Atlantique du 14/06/2018, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 33.66 € sur le budget général concernant la redevance ordures ménagères de 2016.**

Suite au jugement du Tribunal de Commerce de la Roche-sur-Yon du 14/11/2018, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 65.04 € sur le budget général concernant la redevance ordures ménagères de 2016.**

Suite à la procédure de surendettement du Tribunal d'Instance de La Roche-sur-Yon du 15/11/2018, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 148.03 € sur le budget général concernant les redevances ordures ménagères de 2015 et 2016.**

Suite à la clôture pour insuffisance d'actifs du 19/11/2014, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 208.84 € sur le budget général concernant les redevances ordures ménagères de 2013.**

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'effacer les dettes pour un montant total de 752.07 € sur le budget général,**
- **De procéder à l'émission des mandats au compte 6542 « créances éteintes » pour un montant de 752.07 € sur le budget général (effacement de dettes).**

BUDGET DECHETS

Suite à la commission de surendettement de Loire-Atlantique du 14/06/2018, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 130.61 € sur le budget déchets concernant les redevances ordures ménagères de 2017.**

Suite à la procédure de surendettement du Tribunal d'Instance de La Roche-sur-Yon du 15/11/2018, le receveur nous présente la liste des créances à effacer suivante :

- **Un montant de 96.20 € sur le budget déchets concernant les redevances ordures ménagères de 2015.**

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- **D'effacer les dettes pour un montant total de 226.81 € sur le budget général,**
- **De procéder à l'émission des mandats au compte 6542 « créances éteintes » pour un montant de 226.81 € sur le budget déchets (effacement de dettes).**

41) Administration générale_Finances

Décisions du Président

Par délibération du 5 janvier 2017 et conformément à l'article L 5211-9 et L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil communautaire a donné délégation au Président pour prendre certaines décisions.

Le Président doit rendre compte à chacune des réunions du Conseil communautaire des décisions prises en vertu de cette délégation, soit depuis le 30 octobre 2018.

42) Questions diverses

S'agissant des travaux de la rue de La Métairie à Saint-Fulgent, une réunion de lancement s'est tenue le 19 décembre dernier avec les entreprises riveraines et la mairie de Saint-Fulgent.

Prochain conseil communautaire jeudi 31 janvier 2019

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 h 30.

Fait les jour, mois et an que dessus.

Le Président
de la Communauté de communes
Wilfrid MONTASSIER



Le Secrétaire de séance

Yves ARRIVE